**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 29 septembre 2014

CP2014_09_17
id. 1110

L'an deux mille quatorze le vingt neuf septembre , les membres de la Commission Permanente légalement convoqués se sont réunis à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Jean-Michel BAYLET, Président du Conseil Général ou de son représentant. Après avoir constaté le quorum légal, la Commission Permanente peut valablement délibérer.

Présents ou ayant donné procuration de vote :

*M. ALBERT, M. ASTOUL, M. BAYLET, M. CAPAYROU, M. DESCAZEAX,
M. EMPOCIELLO, M. GONZALEZ, M. HEBRAL, M. LAVABRE, M. MARTY,
M. MASSIP, M. QUEREILHAC, M. ROGER, M. ROSET*

Absent(s) :

M. CAMBON

**ACCOMPAGNEMENT GLOBAL PÔLE EMPLOI/CONSEIL
GÉNÉRAL**

Dans le cadre du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, l'Assemblée des Départements de France et Pôle Emploi se sont engagés, fin 2013, dans une convention cadre portant sur une nouvelle offre d'accompagnement global.

Ce projet fait partie de la nouvelle stratégie « Pôle Emploi 2015 ». La signature de la convention cadre permet aux Départements volontaires d'expérimenter une nouvelle offre de services, mieux adaptée aux besoins des territoires et des publics.

En Tarn-et-Garonne, la collaboration du Conseil Général avec la délégation territoriale de Pôle Emploi s'est considérablement intensifiée depuis septembre 2012, notamment à travers la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active : participation active aux équipes pluridisciplinaires, à l'élaboration du Programme Départemental d'Insertion, aux prescriptions à hauteur de 50% vers les opérateurs du PDI, ainsi qu'aux différents temps d'évaluation du dispositif insertion.

De plus, les relations entre professionnels de terrain des deux institutions dans le cadre du parcours d'insertion des personnes ont gagné en complémentarité et respect des interventions réciproques.

C'est à la lumière de ce partenariat positif que je vous propose **d'élargir notre partenariat, en mutualisant nos moyens, sans contrepartie financière**, par le développement de l'accompagnement conjoint auprès :

- des bénéficiaires du RSA en recherche active d'emploi,
- des autres demandeurs d'emploi.

Je sou mets donc à votre examen un projet de convention entre le Conseil Général de Tarn-et-Garonne et la Direction Territoriale de Pôle Emploi.

Les deux principes fondateurs sont :

- baser la coopération sur **les besoins des publics** et non sur leur statut, qu'ils relèvent du RSA ou soient demandeurs d'emploi,
- articuler les missions et expertises de chacun au **bénéfice du retour à l'emploi** : l'action sociale pour le Conseil Général, l'accompagnement vers l'emploi pour Pôle Emploi.

Pour mener à bien les objectifs qu'elles se sont assignées, les parties conviennent de mobiliser les moyens suivants :

- **le Conseil Général de Tarn-et-Garonne** mobilise des actions sociales et des moyens pour lever les freins des demandeurs d'emploi (PDI, Pacte Territorial d'Insertion,...), et désigne des correspondants sociaux pour assurer les complémentarités emploi/ social afin de réaliser l'accompagnement global,
- **la Direction Territoriale de Pôle Emploi** fait évoluer son offre de services pour articuler ses différents champs d'expertise, et met à disposition des conseillers dédiés au suivi et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi confrontés à des difficultés d'ordre social suivant des modalités spécifiques.

La convention s'articule autour de trois axes majeurs :

axe 1 : mobilisation des ressources sociales sur le territoire : mise à disposition d'une banque de données alimentée par le Conseil Général sur les structures locales favorisant l'insertion au sens large du terme ; cet outil permet à tout conseiller de solliciter directement la structure dans l'intérêt de la personne.

-axe 2 : mise en œuvre de l'accompagnement global : identifier pour l'agent référent de Pôle Emploi les besoins de la personne , les partager avec le service social et mettre en œuvre un accompagnement complémentaire de la phase de diagnostic jusqu'à la fin de l'accompagnement.

-axe 3 : positionnement d'un demandeur d'emploi sur l'accompagnement social : en raison des nombreux freins à l'emploi, l'accompagnement social exclusif est préconisé sur une certaine période en amont de la recherche d'emploi.

Elle est complétée par trois annexes techniques que sont : le guide des ressources sociales et professionnelles, les indicateurs du diagnostic partagé menant à l'accompagnement social, la charte de déontologie.

Pour la coordination et le suivi des actions conduites, des réunions seront organisées semestriellement dans le cadre d'un **comité de pilotage**.

La présente convention est conclue du 1er octobre 2014 au 31 décembre 2017. Elle fera l'objet, en fonction du bilan annuel présenté par le comité de pilotage, d'avenants précisant les éventuelles adaptations ou modifications apportées au dispositif. En cas de non respect des engagements, chaque partie peut se retirer de la convention par lettre de signification sous préavis d'un mois.

Je vous saurais gré, après en avoir délibéré, de bien vouloir vous prononcer sur cette proposition et, le cas échéant, m'autoriser à signer la convention correspondante.

DECISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil Général du 21 avril 2011 portant délégation d'attributions à la Commission Permanente,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve selon les stipulations présentées la convention complémentaire entre Pôle emploi et le Conseil Général de Tarn-et-Garonne pour l'accès à l'emploi des demandeurs rencontrant des freins sociaux et professionnels ;
- Précise que cette convention s'articule autour des trois axes majeurs suivants :
 - axe 1 : mobilisation des ressources sociales sur le territoire
 - axe 2 : mise en œuvre de l'accompagnement global
 - axe 3 : positionnement d'un demandeur d'emploi sur l'accompagnement social
- Autorise Monsieur le Président à signer au nom et pour le compte du département la convention correspondante.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,

Jean-Michel BAYLET